

## **Diglossie et société au Mexique**

Jose Lopez Arellano

Volume 7, numéro 3, 1983

Vie et mort des langues

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006153ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006153ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

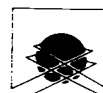
1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Arellano, J. L. (1983). Diglossie et société au Mexique. *Anthropologie et Sociétés*, 7(3), 41–62. <https://doi.org/10.7202/006153ar>

# DIGLOSSIE ET SOCIÉTÉ AU MEXIQUE



**Jose Lopez Arellano**  
Département d'anthropologie  
Université Laval

Dans la littérature anthropologique, le Mexique occupe une place assez spéciale à cause des particularités ethniques et culturelles qui caractérisent sa formation socio-économique. La présence d'un grand nombre de groupes indiens a fait apparaître la société mexicaine comme une société pluriethnique, même si cette multiethnicité est souvent reconnue par le biais d'un exotisme à volets touristiques, qui a occulté la vraie signification de ce phénomène. Les conflits linguistiques qui ont été à la base de la formation de la société mexicaine contemporaine ont été souvent cachés, ou simplement négligés.

Actuellement, une partie du bloc au pouvoir, confrontée aux problèmes de légitimation que l'État mexicain traverse, insiste sur la nature plurilingue de la société mexicaine, confondant ainsi la diversité et les pratiques linguistiques réelles qui la caractérisent<sup>1</sup>. En réalité, une partie des Indiens pratiquent un bilinguisme instable et subordonné aux rapports politiques et économiques qui les lient à la société dominante<sup>2</sup>.

Le bilinguisme subordonné des Indiens au Mexique n'est pas un fait nouveau, mais le produit de toute une histoire d'exploitation ethnocidaire qui trouve ses origines dans l'instauration de la société coloniale, se prolonge

<sup>1</sup> Je fais ici référence aux représentants du *Nuevo Indigenismo*, courant idéologique qui, à partir d'une critique de l'ancienne théorie officielle de l'indigénisme mexicain, la théorie de l'acculturation (qualifiée d'ethnocidaire), nous propose comme alternative un « indigénisme de participation » qui aurait comme but le transfert, aux mains des indigènes, des organismes et institutions travaillant dans les régions indiennes (INI, *Comision del Valle del Mezquital*, Education indigène, etc.). Certaines formulations théoriques encadrant cette stratégie politique ont été émises par R. Ferré d'Amaré et F. Bæz-Jorge (1978) ainsi que par S. Nahmad (1980).

<sup>2</sup> Par exemple, la relation entre l'espagnol et l'otomi peut être caractérisée par le concept de diglossie de substitution (bilinguisme partiel) puisqu'il s'agit d'une relation conflictuelle, instable et asymétrique entre langues dominantes et langues dominées. Historiquement, on a enregistré le passage de l'unilinguisme en otomi, vers le bilinguisme subordonné, temporaire, finissant dans un unilinguisme espagnol. La castellanisation promue par l'État a renforcé la substitution de l'otomi. À un autre niveau, il est fort probable que l'économie capitaliste nationale, ne pouvant pas absorber toute la force de travail disponible, a tendance à revaloriser les rapports de production traditionnels des paysans, ce qui expliquerait les « résistances » et les « revalorisations » des cultures traditionnelles. À ce sujet, consulter Hamel et Munoz Cruz (1983).

jusqu'à nos jours et qui, au lieu de diminuer, semble se renforcer et devenir plus subtile et dévastatrice.

Dans cet article, j'essaierai de dégager, d'un point de vue historique, le jeu des forces linguistiques et extra-linguistiques qui ont façonné la diglossie au Mexique. Dans un second temps, je tenterai de mettre en évidence les mécanismes institutionnels qui ont assuré le contrôle social et idéologique des Indiens et occulté le conflit linguistique qui divise la société mexicaine.

### ▣ Quelques précisions conceptuelles

Si on jette un coup d'œil sur les données statistiques, il semblerait qu'il y a environ 6 millions d'Indiens au Mexique, dont 1 million seraient unilingues dans une des 55 langues et dialectes parlés sur le territoire mexicain alors que les 5 millions restants seraient bilingues<sup>3</sup>. Même si dans certaines régions – notamment la Sierra Norte de Puebla –, on peut localiser des individus trilingues – qui parlent couramment le totonaque, le nahuatl et l'espagnol –, dans la vie quotidienne, il y a deux codes que les Indiens sont obligés de maîtriser : leur propre langue (zapotèque, mixte, etc.) et l'espagnol.

C'est donc dire qu'il n'y a pas de plurilinguisme au Mexique, mais plutôt un conflit linguistique entre l'espagnol et les langues indiennes, se concrétisant dans une situation diglossique qui modèle et détermine les pratiques langagières des communautés indiennes par l'entremise d'un jeu de forces linguistiques et extra-linguistiques.

Pourquoi parle-t-on de situation diglossique et non simplement de bilinguisme ? D'abord, et comme on l'a déjà avancé, à cause de la nature même du bilinguisme des Indiens. Il ne s'agit pas d'un bilinguisme officiel, socialement accepté et encadré par des pratiques langagières plus ou moins stables, où deux langues se pratiquent en termes d'égalité. Bien au contraire, dans les communautés indiennes, la division langue dominante/langue dominée est l'axe autour duquel s'organisent et se hiérarchisent toutes les occasions de parole qu'on peut détecter et analyser.

Comme l'utilisation concrète d'une langue dans une situation de communication n'est pas une action isolée, mais gouvernée par des forces historiques et extra-linguistiques très concrètes, l'analyse des situations diglossiques où s'encadrerait le bilinguisme s'avère le point de vue le plus souhaitable.

<sup>3</sup> Les statistiques sur les groupes indiens ne sont pas tout à fait fiables, à cause de la difficulté à trouver une définition fonctionnelle de l'Indien. Par exemple, Coplamar (1982: 67) nous dit qu'il y a 3 111 315 indigènes dans tout le pays, concentrés dans les États de Chiapas (287 836), Guerrero (160 182), Oaxaca (677 347), Puebla (346 146), Veracruz (360 329), Hidalgo (201 268), et Yucatan (357 270), le reste étant réparti dans les autres États. La SEP enregistre 5 875 302 pour 1979.

Il faut signaler que les systèmes linguistiques en conflit peuvent ou non avoir une relation génétique. Quoi qu'il en soit, on assistera à la création de nouveaux systèmes — patois, créoles, pidgins, etc... — dont l'institutionnalisation et la formalisation linguistique dépendront de la nature de la formation sociale où ils ont vu le jour plutôt que des structures linguistiques qui les façonnent<sup>4</sup>. Le conflit linguistique favorise l'imposition d'une praxis linguistique, ce qui entraîne nécessairement une perte de socialité de la langue dominée en faveur de la langue dominante. Cette perte de socialité prendra forme dans une sorte de spécialisation des langues en conflit. La langue dominante accordera des occasions de parole à la langue dominée, lesquelles, une fois inventoriées, peuvent être encadrées dans le schéma classique : formel (langue dominante utilisée à l'école, dans l'appareil administratif, etc.), informel (langue dominée utilisée dans la famille, entre égaux, etc.). Cette perte de socialité est à la base du bilinguisme caractéristique des situations diglossiques. Parallèlement à cette perte de socialité, on enregistre une perte dans le pouvoir de nomination de la langue dominée : la toponymie, l'onomastique, ainsi que d'autres formes de nominations vont en être affectées.

L'imposition d'une praxis linguistique entraîne aussi celle d'un système de valeurs dans lequel tout ce qui se rapporte à la langue dominée est à la fois dévalorisé et survalorisé; à la limite, ceci aboutira à la fétichisation de la langue dominée.

Au niveau des structures linguistiques, les langues en conflit subiront des influences réciproques. On pourrait donc dégager des emprunts, des calques grammaticaux, phonétiques et autres. Ceci est un des phénomènes les plus visibles du conflit dont les études sur les emprunts linguistiques faites au Mexique nous fournissent un tas d'exemples. Significativement, les discours qui ont entouré l'expansion de la langue nationale ont utilisé abondamment la valeur symbolique des « aztéquistes » ainsi que d'autres symboles ethniques dans la formation d'une identité nationale<sup>5</sup>.

L'un des aspects les plus importants de la structuration d'une praxis linguistique tient aux mécanismes institutionnels auxquels l'État a recours pour la fonder et la maintenir. Au Mexique, ces mécanismes ont inclus l'esclavage, le travail forcé, le *repartimiento*, l'*encomienda*.

L'exploitation du groupe dominé aurait toutefois été impossible sans une idéologie qui la légitime. Ainsi, l'entreprise coloniale espagnole du Nouveau Monde trouva dans la religion non seulement des principes de légitimation mais également un ensemble d'idées et de pratiques nécessaires à la consolidation de l'entreprise. Ce ne furent donc pas la bonne volonté ou la miséricorde qui poussèrent les premiers religieux à utiliser le nahuatl et les langues autochtones dans les tâches de conversion religieuse, mais l'impératif d'un assujettissement en profondeur.

<sup>4</sup> Voir J.P. Marcellesi (1981).

<sup>5</sup> Voir G. Aguirre Beltran (1976).

L'expropriation de la terre est un autre des moyens utilisés pour favoriser une praxis linguistique autre que celle déjà en usage. La formation sociale mexicaine a connu plusieurs modalités d'expropriation, allant de l'invasion ouverte et sauvage à la procédure légale. Les transformations toponymiques du territoire mexicain peuvent nous en donner des exemples édifiants<sup>6</sup>.

Le marquage social subi par le groupe dominé a dans ce contexte une double fonction : non seulement stigmatiser le corps, la personnalité et la culture des individus, mais aussi favoriser et entériner l'infériorisation de la langue des dominés<sup>7</sup>. Dans la Nouvelle-Espagne, le marquage social se fonde, dans un premier temps, sur des critères physiques (l'Indien, le Noir et l'Espagnol étant clairement différenciés). Plus tard, la population se mêlant à un rythme étonnant, le critère culturel en devient la base.

Le système de castes qui caractérise la société de l'Espagne féodale (Juifs, Maures et Chrétiens) fut transposé à la Nouvelle-Espagne quelques années après la conquête, et même s'il fut abandonné vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, ce système avait accompli largement sa fonction originale : renforcer les formes d'exploitation instaurées par le colonisateur, à travers la clôture de la société et la spécialisation économique des castes.

Le marquage social — concrétisé dans le système de castes —, l'appropriation de la terre, l'esclavage et l'exploitation irrationnelle subis par les Indiens, ainsi qu'un endoctrinement religieux aliénant furent les éléments qui façonnèrent les premiers contacts linguistiques entre colonisateurs et colonisés.

## ▣ Genèse de la domination linguistique au Mexique

La violence de la colonisation espagnole effaça la hiérarchie complexe mésoaméricaine pour la réduire à la dichotomie *peon-cacique*, simplification qui n'avait aucun rapport avec les titres et les alliances d'autrefois. La couronne espagnole avait fait des compromis avec les entrepreneurs de la conquête, qui réclamaient une compensation pour leurs efforts. L'institution mise en fonction pour satisfaire les demandes de vétérans de la conquête fut l'*encomienda* qui, en plus, remplissait d'autres fonctions. Ce fut un

<sup>6</sup> Par exemple, à la veille de la conquête, la toponymie nahuatl était généralisée. Quelques années plus tard, on assista à une re-dénomination du territoire conquis : les noms nahuatl sont hispanisés graphiquement et phonétiquement, et on ajoute un patronyme espagnol : *Santo Tomás Miacatlán*, *San Agustín Tetlema*, etc. Évidemment, le nahuatl conserve son pouvoir de nomination même si le territoire avait été envahi. Plus tard (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles), quand les territoires indiens sont aliénés par la classe au pouvoir, la toponymie s'hispanise complètement. Au XX<sup>e</sup> siècle, la toponymie s'inspire de héros nationaux pour dénommer ce qui appartient à l'État (le territoire national), et les noms indiens sont conservés en guise de témoignage archéologique du passé mexicain.

<sup>7</sup> Voir P. Beucage (1981 : 29). Actuellement, la culture urbaine des villes mexicaines est parsemée de nombreux qualificatifs dénigratoires utilisant le mot « indien » pour stigmatiser : « No seas *indio*, « que *chundo*-eres », « No hay que ser *nacos* ». Les Indiens (*chundos* ou *nacos*) sont considérés comme des êtres inférieurs.

moyen de contrôle effectif des territoires conquis, mais comme l'*encomendero* était censé concentrer ses efforts sur les tâches d'évangélisation des Indiens, la consolidation politique de l'entreprise coloniale était ainsi assurée.

Dans la Mésoamérique du XV<sup>e</sup> siècle, la plupart des populations établies sur le territoire étaient des communautés agricoles, depuis longtemps sédentarisées. Elles deviennent bientôt, aux yeux du conquérant, des *Indios mansos*; mais le nord de la Mésoamérique était peuplé de tribus de chasseurs-cueilleurs, non sédentarisées et très belliqueuses, connues sous le nom de *Chichimecas*, ou *Indios bravos*. La couronne avait interdit la pratique de l'esclavage des *Indios mansos*, mais les conquérants avaient plein droit de « pacifier » les territoires du nord et de réduire à l'esclavage les *Indios bravos* capturés à condition de les christianiser et de leur faire vivre une existence policée, comme le stipulaient les Lois de Burgos. Des milliers d'*Indios bravos* furent réduits à l'esclavage et obligés de travailler dans les mines ou dans les plantations. Mais quand l'exploitation, la famine et les *Cocolixtlis* – épidémies de variole, tiphus et autres maladies introduites par le conquérant – eurent décimé la population mésoaméricaine pour la réduire à presque un tiers de son nombre original, la politique de la couronne changea sensiblement<sup>8</sup>.

Ce fut sans doute sous l'influence naissante mais assez puissante du groupe d'entrepreneurs (miniers, planteurs, éleveurs) que furent dictées les *Nuevas Leyes* en 1542 qui, dans la pratique, s'avèrent la tentative la plus importante de réorganisation de la société dominée<sup>9</sup>.

L'exploitation sauvage que les *encomenderos* avaient imposée aux Indiens menaçait les fondations de l'entreprise coloniale. La couronne dicta donc l'interdiction de possession *in perpetuum* de terres cédées aux *encomenderos* et ordonna le *repartimiento* et le rassemblement des Indiens autour de villages espagnols. Le *repartimiento* fut une façon de réorganiser la main-d'œuvre native : dorénavant, chaque entrepreneur espagnol avait le droit à un minimum de main-d'œuvre indienne, et non seulement les *encomenderos*. Le *repartimiento* était encadré dans le processus de mercantilisation de l'économie novohispanique, qui promouvait une libération partielle et partielle de la main-d'œuvre autochtone. Ce fut de cette façon que les mines et les plantations s'étaient assurées des travailleurs permanents<sup>10</sup>.

Le regroupement exigé fut l'œuvre des missionnaires. L'établissement dispersé, caractéristique des communautés mésoaméricaines, représentait un obstacle insurmontable pour la conversion religieuse et le contrôle politique des groupes subordonnés. La solution trouvée fut de les agréger autour des villes espagnoles ou en d'autres endroits sélectionnés par les autorités novohispaniques. Les villes se virent ainsi peuplées et les besoins de main-

<sup>8</sup> On estime la population à 12 millions en 1519, mais à 3 380 012 en 1570. Pendant toute la période coloniale, les épidémies vont faire des ravages. Voir G. Aguirre Beltran (1949: 230).

<sup>9</sup> Consulter E. Florescano (1980: 27).

<sup>10</sup> Voir J. Israël (1980: 26).

d'œuvre gratuite — pour la construction de maisons, églises, monastères, etc. — furent assurés. Le regroupement des Indiens permit la libération de grandes surfaces de terrains fertiles qui passèrent aux mains des Espagnols grâce aux *Mercedes de tierras* accordées par la couronne.

Suite à ce regroupement, des ethnies qui n'avaient rien en commun furent mises côte-à-côte et beaucoup d'entre elles — surtout au centre du Mexique — furent *nahuatisées*, c'est-à-dire perdirent leur langues originales — matlanzinca, otomi, etc. — et adoptèrent la *lingua franca* de l'empire aztèque. Vu l'importance du nahuatl, Philippe II la déclara « Langue Universelle des Indiens » en 1558. Le nahuatl avait été une des langues les plus étudiées par les missionnaires. Les nombreux doctrines, vocabulaires et grammaires nahuatl furent réalisés à travers la transposition des normes de transcription latine et, de cette façon, furent introduits une graphie mais aussi une série de concepts inexistantes en nahuatl<sup>11</sup>. Cette langue fut donc rapidement standardisée comme moyen effectif dans les tâches de conversion religieuse et ceci joua un rôle définitif dans son expansion pendant la première partie de la période coloniale<sup>12</sup>. Pour les missionnaires, la compréhension des concepts de la religion chrétienne était le point névralgique de l'évangélisation. L'adoption de la foi chrétienne signifia, dans le fond, l'adoption de nouvelles structures cognitives<sup>13</sup>.

Le nahuatl standardisé et codifié fut utilisé pour l'alphabétisation des autochtones. Mais les Indiens ne furent pas tous alphabétisés. La castellanisation entreprise par les missionnaires visait les métis et la noblesse indienne. Ces deux groupes formèrent la première couche d'individus bilingues, qui plus tard se greffera à l'appareil administratif colonial et en profitera en réalisant les tâches de médiation et de traduction indispensables au contrôle et à la bonne administration de la main-d'œuvre indigène. Le reste de la population fut laissé de côté, et on ne fit aucun effort pour les castellaniser : l'Indien unilingue était vu comme une âme pure, mais l'Indien bilingue était considéré comme un danger. Le bilinguisme, à ce moment-là, servait à l'acquisition du pouvoir et à la conservation de droits acquis. Les *naguatlatos*, qui occupèrent les postes de *Jueces de Republica*, *Escribano*, *Gobernador*, *Traductor*, etc. ainsi que les créoles et missionnaires bilingues défendirent avec zèle les privilèges tirés de leurs connaissances linguistiques.

Ces trois groupes furent les promoteurs des essais de nahuatisation de la Nouvelle-Espagne. Étant toujours très près des *encomenderos*, les liens de

<sup>11</sup> C. Robles et R. Bruce (1975: 119-122).

<sup>12</sup> S. Brice Heath (1973: 50) transcrit le témoignage d'un missionnaire, Fray Alonzo Ponce qui, en 1584, disait : « Esta lengua mexicana corre por toda la Nueva Espana, que el que la sepa puede irse desde Zacatecas... hasta el cabo de Nicaragua que son mas de seicentas millas y en todas ellas hallar quien lo entienda, porque no hay pueblo ninguno... donde no haya indio mexicano o quien sepa aquella lengua ».

<sup>13</sup> G. Aguirre Beltran (1973: 58) nous dit que les techniques utilisées dans le processus de scolarisation des Indiens s'inspirent des principes pédagogiques inaugurés par les missionnaires. Évidemment, de nos jours, l'idéologie nationaliste a pris la place de la conversion religieuse et la scolarisation la place de la catéchèse.

type féodal que ceux-ci avaient imposés dans leurs domaines favorisaienent énormément le parasitisme nobiliaire. Les *caciques* indigènes se castellani-saient très vite afin de pouvoir défendre leurs droits, et comme c'était à travers les *caciques* qu'était extorqué le surtravail de la main-d'œuvre native, leur importance politique s'était grandement accrue. Très conscients de l'importance des *caciques* et des *nagualtos* pour le contrôle politique de la Nouvelle-Espagne, les missionnaires avaient systématiquement proposé l'adoption du nahuatl comme langue officielle<sup>14</sup>. Cette langue et l'espagnol étaient les deux codes linguistiques concurrents, mais comme les *nagualtos* avaient fait alliance avec les forces semi-féodales de la Nouvelle-Espagne, les *encomenderos*, le sort du nahuatl dépendait de ces derniers.

Avec le temps, il fut de plus en plus évident que la maîtrise du castillan était décisive pour l'amélioration du statut économique des individus. La barrière linguistique imposée par le système de castes en témoigne. L'Indien unilingue n'avait d'autre chance que de demeurer figé dans l'autarcie socio-économique de sa communauté. L'Indien bilingue, latinisé — l'Indio ladi-no —, déraciné de sa communauté, s'est graduellement métissé et inséré dans le processus de division du travail qui lui confèrera plus de réussite socio-économique qu'à ses confrères unilingues.

Les premiers missionnaires avaient réagi violemment devant la nudité corporelle des Indiens. Bientôt ils conclurent que la conversion religieuse ne serait pas accomplie tant que l'Indien n'apprendrait pas à avoir honte de sa nudité. Les Indiens convertis à la foi catholique furent habillés selon la volonté de chaque Ordre, et ces vêtements furent l'une des meilleures façons de fonder la ségrégation sociale, spatiale et économique que subirent les autochtones pendant toute la période coloniale. Les vêtements, ainsi que des institutions telles que les formes de gouvernement, la hiérarchie civico-religieuse, la technologie, etc., qui sont aujourd'hui considérés comme traits distinctifs de la « culture » indienne, furent introduits par les missionnaires. Quand l'Indien se latinisait et voulait changer de vêtements, porter des souliers ou monter à cheval, il fallait payer l'administration coloniale pour en avoir la permission.

Ce fut dans les centres miniers et dans les plantations que s'instaurèrent en premier lieu les rapports capitalistes; que le métissage racial et culturel se déclencha pour se répandre partout dans la société; ce fut là aussi que les langues indiennes disparurent les premières. Les Mexicas, les Tlaxcaltèques, les Texcocanes ainsi que les autres groupes ethniques amenés par les Espagnols pour peupler les *Reales de Minas* et pour acculturer les Indiens pris en esclavage par les pacifications, furent les premiers à perdre leurs racines, leurs noms, leurs habitudes, leurs formes de travail et leur langue.

<sup>14</sup> G. Aguirre Beltran (1973: 58) : « Los misioneros... quieren suminis trar a esas sociedades los cuadros dirigentes... plenamente formados en la cultura dominante para, al traves de ellos, lograr la efectiva consolidacion del dominio extranjero sobre la multiplicidad de las culturas indias ».



Au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, toutes les villes et les centres urbains avaient, dans leur périphérie, plusieurs quartiers (*barríos*). Ces quartiers constituaient des entités essentiellement endogames et unilingues, qui avaient une fonction économique très spécifique à remplir. Par exemple, dans la ville de México, les Indiens étaient les fournisseurs d'eau, de légumes, de fruits, etc. La ségrégation pratiquée par la classe au pouvoir leur octroyait une place particulière dans la société. Le fait d'avoir un système de gouvernement propre, quoique pas tout à fait indépendant des autorités coloniales, rendait possible une certaine fermeture vis-à-vis des autres groupes sociaux.

La strate la plus dynamique et la plus instable fut celle occupée par les castes (*zambos*, mulâtre, métis, etc.). Vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, il s'avéra absolument évident que le marquage social inauguré par le système de castes était inefficace puisque le nombre de celles-ci s'élevait déjà à 19, et que le métissage social menaçait d'en produire davantage. Le système fut légalement abandonné, mais la société le conserva comme système cognitif, comme mécanisme de différenciation sociale symbolique.

Les castes étaient des groupes exogamiques, très souvent bilingues, et ayant une grande mobilité spatiale. Leur bilinguisme disparaissait à la deuxième génération parce que, méprisant tout ce qui faisait référence aux Indiens, elles pratiquaient un marquage social aussi stigmatisant que celui pratiqué par la classe au pouvoir. En fait, les castes étaient souvent composées d'Indiens *ladinos* urbanisés. Leur bilinguisme était donc vu comme un stigma dont il fallait se débarrasser le plus tôt possible. Tout au long des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, on assista à une croissance continue de la population marquée comme caste<sup>15</sup> tandis que, dans la campagne, les *hacendados* s'approprièrent les meilleures terres, ne laissant aucune opportunité aux autres couches sociales d'accéder à la propriété du sol. Les métiers urbains étant fortement corporatifs, les métis, les mulâtres ainsi que les autres mélanges raciaux n'avaient aucune opportunité d'emploi. Ils devenaient des vagabonds ou des voleurs de grand chemin.

La couronne, pour sa part, avait fait des efforts pour élargir son champ d'influence dans la Nouvelle-Espagne. En 1612, Philippe III ordonna la fondation de *casas de recogimiento* pour les jeunes femmes indiennes dans toutes les villes importantes, afin de les obliger à apprendre l'espagnol, et où on leur interdisait d'utiliser leurs langues maternelles. Ces ordres d'imposition du castillan à la population furent ratifiés par Philippe IV en 1634 et par Charles II en 1693. Les dirigeants ecclésiastiques répondirent aux demandes royales en reconnaissant les difficultés pour étendre le castillan comme il le leur avait été demandé : les Indiens sont trop misérables pour se payer un professeur, ils n'ont aucune motivation pour l'apprendre. Par ailleurs, les Créoles et les Métis se plaignent des Indiens qui apprennent le castillan, puisqu'ils deviennent rusés et rebelles au travail, tandis que l'Indien unilingue est docile et obéissant.

---

<sup>15</sup> J. Israel (1980).

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, on détecte un phénomène assez important. Le nahuatl, ancienne *lingua franca*, a perdu beaucoup de terrain et tranquillement devient une simple langue autochtone. La ségrégation ainsi que la relocalisation (regroupement) des communautés indiennes donnait ses premiers fruits. La « langue universelle des Indiens » se divisa en autant de dialectes que de « Républiques indiennes ».

Dans ce conflit linguistique, le castillan avait réussi à s'implanter comme *lingua franca* de la Nouvelle-Espagne, même si l'ensemble des langues subordonnées remplissait des fonctions économiques dans chacune des régions indiennes.

La société seigneuriale avait créé un système idéologique propice à sa reproduction. Pendant la période de formation coloniale (XVI<sup>e</sup> siècle), les missionnaires avaient transmis un christianisme utopique et primitif, mais en laissant soigneusement de côté l'aspect magique et fantastique naturel à cette religion. Pendant la période de consolidation coloniale, inaugurée avec l'exploitation esclavagiste, le clergé séculier pratiqua une politique tout à fait différente. Les religieux encouragent et incitent à la formation d'une idéologie fabuleuse, surchargée de miracles et d'apparitions divines. Pendant cette période, chaque ville espagnole va témoigner d'une apparition miraculeuse pour s'assurer une représentation religieuse exclusive. Au centre du Mexique, quelques-uns des anciens centres cérémoniaux préhispaniques sont remis en fonction, à travers le mythe d'une apparition divine, devenant de cette façon des lieux de pèlerinage très importants. L'atmosphère mystique générée par cette idéologie avait rendu propice l'immobilisation des masses exploitées, indispensable à une société si cloisonnée<sup>16</sup>.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la classe coloniale au pouvoir manifeste les premiers symptômes des contradictions qui la caractérisent. La corruption du clergé et des fonctionnaires avait presque institutionnalisé l'achat de la noblesse du sang, permettant de cette façon l'accès des métis et mulâtres aux métiers destinés aux Espagnols – comme c'était le cas de la guilde des enseignants. Mais aussi, le fait que la plupart des postes importants dans l'administration coloniale aient été destinés aux Espagnols provenant de la métropole, ne laissait aux Créoles d'autre projet que leur insertion dans la hiérarchie religieuse ou dans l'appareil administratif. On assista donc à la genèse du nationalisme créole, fortement influencé par le despotisme illustre importé de la métropole.

Ce fut chez les Jésuites que se manifestèrent les premiers essais de « substantification » de ce nationalisme. Le mécanisme utilisé fut l'appropriation des symboles ethniques produits par les groupes subordonnés. Une des premières appropriations fut le mythe de la Vierge de Guadalupe (syncrétisation de Tonantzin et de la Vierge Marie), qui deviendra le symbole de

<sup>16</sup> G. Aguirre Beltran (1982: 95).

la revendication libertaire des Créoles indépendantistes. Mais comme ce nationalisme demandait un mythe d'origine, les Créoles durent chercher leurs racines chez les anciens Aztèques et, par la magie du discours, les Indiens préhispaniques furent glorifiés, tandis que les *Indios flacos e ignorantes* contemporains de ces Créoles furent oubliés. Les idéologues de l'époque reconnaissent que l'état de dégradation qui caractérise l'Indien d'alors n'a rien à voir avec le passé grandiose des bâtisseurs de pyramides. Cette façon de trancher la réalité permettra, plus tard, à la classe au pouvoir de se réclamer héritière de cette histoire magnifique.

Il était clair pour l'intelligentsia créole qu'elle devait se démarquer, symboliquement, de la métropole et se légitimer comme américaine, et plus tard comme mexicaine, pour avoir accès au pouvoir. L'émergence du concept de nationalité coïncide avec l'apparition d'une économie capitaliste. La signature du traité d'Utrecht (1713) avait jeté les bases pour l'organisation d'un système capitaliste à l'échelle mondiale, et la jeune mais vigoureuse industrie anglaise et du nord de l'Europe réclamait les matières premières du Nouveau Monde — argent, sucre, coton, etc. — ainsi que l'ouverture de nouveaux marchés pour ses produits. Les nationalistes créoles cherchaient à s'incorporer dans ce nouvel ordre, en tant que représentants du monde civilisé — en opposition aux forces féodales novohispaniques. Afin de concrétiser leurs ambitions, une série de mesures furent proposées dans le but de libéraliser l'économie et ouvrir les voies à l'industrialisation. Mais la présence de la couronne était encore bien visible.

En 1770, Charles III ordonna la fondation d'un collège pour la noblesse indienne (le *Colegio de San Gregorio*) dans le but de préparer le plus grand nombre d'enseignants autochtones, qui auront comme tâche la diffusion de l'espagnol parmi les Indiens, et la confirmation de l'autorité de la couronne, tout en « refunctionalisant » ses liens avec les groupes qui contrôlaient les Indiens. La couronne était consciente que les autochtones n'avaient besoin que d'une étincelle pour déclencher une rébellion lourde de conséquences. En 1769 l'archevêque F.A. Lorenzana avait publié les canons qui régiront la politique ecclésiastique en Nouvelle-Espagne. On déclare que le clergé n'a guère fait d'efforts pour empêcher l'idolâtrie des indigènes, laissés dans la « supercherie » où ils aboutissent en pratiquant leurs langues — la philosophie de l'Illustration avait fait de la langue et de la raison un seul concept. Beaucoup de religieux se sont servis de leur connaissance des langues autochtones pour sauvegarder leurs droits mais, stipule-t-on, si les curés concentraient leurs efforts à enseigner l'espagnol aux Indiens, en 50 ans ce problème sera dépassé, et toute la Nouvelle-Espagne aura une seule langue.

De cette façon, la couronne avait pris les mesures nécessaires pour l'unification linguistique de la Nouvelle-Espagne, prérequis à l'instauration d'un nouvel ordre économique et social. Mais le clergé novohispanique avait un mot à dire et, même s'il existait un arrêt royal qui stipulait l'expansion du castillan, les droits acquis des curés bilingues étaient trop forts pour

être bouleversés par un ordre de la cour<sup>17</sup>. L'indépendance est déclarée en 1810, mais ce ne sera que quelques années plus tard qu'on assistera aux changements proposés par les libéraux.

De profondes modifications seront faites vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où la constitution libérale de 1857 introduit une transformation radicale dans la structure de la propriété du sol. Le territoire des communautés indiennes est considéré par les libéraux comme le vrai obstacle qui empêche le démarrage du progrès et de l'intégration nationale; on décrète donc la suppression des *Tierras comunales* et de toute forme de propriété communautaire du sol, ainsi que leur répartition sous forme de petites propriétés. L'image des productifs et efficaces *farmers* nord-américains trottait dans la tête des libéraux. Dans leurs discours, ils prévoient que les Indiens allaient devenir des producteurs agricoles efficaces, toujours stimulés par l'exercice de la libre entreprise.

Les propriétés de l'Église furent ainsi libérées, mais les grandes propriétés – *haciendas* et plantations – furent respectées, ce qui permit l'expansion de leurs limites grâce à l'annexion immédiate des terres des communautés dépossédées. Ceci déclencha une série de luttes interminables et de soulèvements de la part des Indiens, luttes qui encadreront le processus d'industrialisation dans lequel s'engagera le Mexique. On peut dire que le coup porté à la propriété communale fut la clef de voûte du processus d'acculturation dans lequel sera insérée la population indigène.

La privatisation des terres communales, promulguée par la constitution de 1857, mais pratiquée par les *Companias deslin dadoras* tout au long du *porfiriato* (1876-1910), déracinera de grands contingents de population indienne qui émigreront dans les villes en voie d'industrialisation – Orizaba, Puebla, Monterey, Guadalajara, etc. La majorité de cette population migrante s'assimilera aux couches prolétariennes, laissant de côté ou cachant soigneusement son passé indien. Le marquage social est encore le moyen à travers lequel la société se perçoit, et l'Indien est synonyme d'un arriérage cavernicole, dans cette société éblouie par la civilisation blanche et européenne.

En effet, cette « civilisation » avait trouvé dans l'éducation un mécanisme important pour la transmission et la reproduction des valeurs de la société industrielle. La bourgeoisie libérale mexicaine avait pris note et, plus tôt qu'on s'y serait attendu, en 1824, avec l'aide de la Compagnie Lancastérienne, s'élabore un plan éducatif pour fournir l'instruction primaire aux enfants des ouvriers. Le système lancastérien, employé comme méthodologie éducative, va se généraliser et, avec lui, l'enseignement et l'imposition de l'espagnol. Le succès de cette méthode est tel qu'on songea à l'implanter dans les communautés indiennes. Mais il s'agit d'une méthode pour les

---

<sup>17</sup> S. Brice Heath (1973), *passim*.

sociétés en processus d'industrialisation; les communautés furent obligées d'attendre des temps meilleurs.

Le système lancastérien remplissait les fonctions d'un appareil scolaire sans l'être pour autant. Son but était la transmission et le développement de connaissances pratiques, dont une utilisation « correcte » du langage. Un groupe d'intellectuels, conscient de ce type de problème, mais aussi confronté à la possible « corruption » du castillan, propose la création d'une Académie de la Langue, afin de sauvegarder la pureté linguistique, rédiger un dictionnaire d'hispanoaméricanismes « légitimes », compiler des matériaux pour l'élaboration d'un Atlas ethnographique et linguistique du Mexique et établir une norme pour leur utilisation<sup>18</sup>.

Même s'il s'agissait d'une entreprise démesurée, puisqu'on ne pouvait compter sur les ressources humaines et économiques appropriées, le geste politique avait été un succès. En 1889, avec la réalisation du Premier Congrès d'Instruction, vont se définir les théories et les mesures pratiques pour l'éducation au Mexique; on y stipule que le langage est la colonne vertébrale de tout système éducatif, et que l'État mexicain adopterait comme langue nationale, non pas l'espagnol pur, mais celui modelé par le milieu physique et culturel du pays, rendant possible le syncrétisme de races différentes. L'idiome national sera encore plus mexicain grâce aux contributions des langues indiennes.

Le groupe d'intellectuels positivistes qui avait émis cette déclaration de principes était bien familiarisé avec les techniques d'appropriation de symboles inaugurées par les créoles illustres, et aussi bien conscient du rôle que jouait l'uniformisation linguistique et culturelle dans la consolidation de l'État-Nation. L'adoption d'une langue standard permettait d'abord de surpasser – ou bien d'oublier – les dialectes locaux, très abondants au Mexique, mais aussi d'instituer une langue du pouvoir. Et si cette langue incorporait les apports linguistiques des Indiens, le discours de la classe au pouvoir était encore plus légitime.

Les fouilles archéologiques vont se multiplier, et même un monument du dernier empereur aztèque sera érigé. Mais le geste le plus significatif de cette appropriation se déroule dans un des domaines « clés » de la culture indigène : le langage. Pendant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, on produisit au moins une centaine d'écrits sur les langues indiennes – analyses grammaticales, atlas linguistiques, classifications, etc. Dans le meilleur des cas, les catégories grammaticales de l'espagnol ou du latin furent mécaniquement transposées aux langues amérindiennes. Mais la règle fut de prendre les langues subordonnées et de les analyser, ou les classer, comme

<sup>18</sup> G. Aguirre Beltran (1976: 118). Évidemment, la classe au pouvoir ne pouvait nier l'existence des Indiens et de leur langue. L'uniformisation linguistique permettait, d'un seul coup, d'éliminer la fâcheuse existence des dialectes espagnols régionaux (fortement influencés par les langues indiennes). J. Lope Blanch fait une analyse superficielle de ce problème (1975: 131-171).

si elles étaient des objets archéologiques appartenant à un passé lointain et mythique. L'Indien vivant était absent — ainsi que sa langue — de cette revalorisation positiviste. Ce furent les débuts d'un processus de fétichisation des langues indiennes. Les cultures subordonnées, dûment archéologisées, devenaient des matériaux précieux dans la construction d'une identité nationale. Et pendant que certains groupes de positivistes approfondissaient leurs connaissances des cultures indiennes au profit de la nation, les *latifundios* s'agrandissaient de plus en plus aux dépens des territoires des communautés indigènes, en les obligeant à reculer vers les montagnes, véritables régions de refuge.

### ▣ Bilinguisme, acculturation et manipulation politique

L'éducation lancastérienne, mais surtout la prolétarianisation massive de la population des principales villes mexicaines, laisseront sentir leurs influences : les *barrios indígenas* deviendront temporairement bilingues. Les villes deviennent les châteaux forts de la langue nationale et la population urbaine devient unilingue en espagnol. La campagne, symbole de l'obscurantisme colonial, demeure cependant majoritairement unilingue dans une des nombreuses langues indigènes<sup>19</sup>.

Cet état de choses obligea un des plus importants représentants de la bourgeoisie positiviste du *porfiriato*, Justo Sierra, à déclarer : « La polyglossie de notre pays est un obstacle à la propagation de la culture et à la formation d'une conscience nationale, et seule l'école obligatoire généralisée dans tout le pays permettra de surmonter cet écueil... La langue nationale..., étant la seule langue scolaire, réussira à atrophier et à détruire les idiomes locaux, et de cette façon, l'unification du parler national, véhicule inestimable dans l'unification sociale, sera un fait »<sup>20</sup>. Le projet de la classe au pouvoir ainsi synthétisé cache une raison d'État pas tout à fait évidente, mais essentielle pour ladite unification : la centralisation du pouvoir.

En 1910 éclata le mouvement révolutionnaire qui bouleversa la société et instaura un nouvel ordre social et économique. Révolution populaire jugulée par les alliances politiques, internes et externes, d'une bourgeoisie nationaliste très agressive et par l'inexpérience d'un prolétariat faible et

<sup>19</sup> Schématiquement, on peut dire que le Mexique sort d'une situation de bilinguisme stable (nahuatl/langue maternelle) qui caractérise la période préhispanique. La période coloniale, encadrée par un conflit d'hégémonie linguistique confrontant le nahuatl et l'espagnol, est une période de bilinguisme instable, de transition. Pendant cette période, la campagne est essentiellement unilingue, les villes étant fortement bilingues. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'espagnol a gagné du terrain et le nahuatl perd son statut de *lingua franca*, pour être subordonné au même titre que les autres langues autochtones. À ce moment-là, les villes étaient essentiellement unilingues en espagnol et la campagne verra naître un bilinguisme grandissant. Aujourd'hui, la campagne est majoritairement unilingue en espagnol, sauf les « zonas de refugio », et les villes sont essentiellement unilingues. Le bilinguisme pratiqué dans les régions indiennes est instable et apparemment de transition.

<sup>20</sup> Justo Sierra, *Discursos*, México, 1919, cité par Brice Heath (1973: 124).

désorganisé, la révolution mexicaine fut un mouvement essentiellement agraire, inspiré par l'anarchisme libertaire des débuts du siècle.

Vers 1919, la lutte armée étant presque terminée, on peut distinguer deux tendances essentielles en ce qui concerne les langues et les communautés indiennes. La première, complètement traditionaliste, demanda, au nom de l'unité idiomatique nationale, l'imposition de l'espagnol à travers un système d'éducation primaire, ce qui permettrait l'alphabétisation immédiate.

La deuxième tendance fut exprimée à travers la Société Indianiste Mexicaine, qui prévoyait un programme spécial d'éducation, basé sur les principes des sciences sociales et sur la compréhension des diverses cultures du pays. L'éducation intégrale nationaliste, promue par un des fondateurs de l'anthropologie mexicaine, Manuel Gamio, avait comme cible la transformation du processus de socialisation des Indiens à travers un programme d'éducation holistique qui ne se limitait pas aux disciplines d'un curriculum uniforme, mais qui demandait des méthodes, des professeurs et des matériaux spéciaux. Le positivisme de Gamio l'amena à proposer que l'évolution culturelle des Indiens soit promue par l'État à travers le développement de certains éléments positifs des cultures indiennes (notamment l'artisanat), ainsi que par l'introduction d'innovations techniques (dans l'agriculture, le commerce, etc.).

Derrière le débat sur la politique éducative à suivre, se déroulait un combat acharné pour la détention du pouvoir, entre fédéralistes et centralistes. Le centralisme va s'imposer en 1921 et, avec la création du Ministère de l'Éducation Publique, on assiste au démarrage d'une politique d'assimilation très efficace, qui se concentre sur l'alphabétisation des masses rurales — majoritairement indiennes et unilingues — dans le but, ouvertement déclaré, d'exterminer les nombreuses langues indiennes, écueil principal à l'émergence d'une conscience nationale. L'école rurale mexicaine déploie tout un éventail de ressources et de méthodes originales dans sa tâche d'uniformisation linguistique, et tout le pays est balayé par les *misiones culturales* dans leur croisade pour l'alphabétisation<sup>21</sup>.

L'unipartisme qui caractérise l'État mexicain rend propice un mouvement pendulaire dans le transfert du pouvoir présidentiel, ce qui permet la substitution tous les six ans d'un groupe par un autre. En 1925, le groupe le plus représentatif d'anthropologues de la Révolution arrive au pouvoir et adresse une forte critique au programme d'éducation précédent, incapable de réduire le taux d'analphabétisme et d'unilinguisme. Afin de démontrer que l'Indien pouvait (et voulait) se mexicaniser, on créa la *Casa del Estudiante Indígena*. Le but de cette institution était double. Il s'agissait, d'une part, de démontrer à l'opinion publique que l'Indien était capable d'assimiler et de participer à tous les domaines du savoir occidental et de la culture

<sup>21</sup> G. Aguirre Beltran (1973).

métropolitaine — en même temps, se déroulait une expérience psychologique témoignant de cette « capacité ». D'autre part, les fonctionnaires envisageaient la possibilité de former des internes pour les envoyer travailler dans les montagnes comme professeurs. Parmi les Indiens qui avaient participé à cette expérience, quelques-uns seulement retournèrent dans leurs régions d'origine; la plupart restèrent dans la ville de México, pour s'y intégrer à l'appareil bureaucratique<sup>22</sup>.

Évidemment, l'Indien était devenu un « problème » et, tel que dicté par la tradition positiviste qui dominait l'indigénisme mexicain naissant, il fallait le définir, l'étudier, et l'isoler pour le résoudre. Pendant toute cette période, les essais de définition de l'« Indien » tapissent la littérature indigéniste, et deviennent l'exercice obligé de tout anthropologue qui se respecte.

Cette « problématisation » constitua le début d'un processus complexe de réification de l'Indien — qui d'ailleurs ne s'identifie pas en tant qu'Indien, mais en tant que Zapotèque, Yaqui, etc. La fétichisation de la personnalité ethnique des groupes subordonnés avait comme but le changement des loyautés (point névralgique de l'ethnicité), c'est-à-dire la mexicanisation de l'Indien. L'école était le véhicule le plus apte à introduire les modifications nécessaires dans le processus de socialisation des enfants indigènes. Cette fétichisation fut très profitable pour la classe au pouvoir car, dorénavant, les fonctionnaires au service de l'État déterminaient quels étaient les problèmes des groupes indigènes et la façon de les résoudre.

À vrai dire, les mécanismes de « mexicanisation » des Indiens étaient très variés. Les plus importants furent, sans doute, les profonds changements dans les rapports de production introduits par la réforme agraire. La migration vers les villes constitua un autre moyen de transmutation des loyautés ethniques en loyautés nationales. Toutes les populations des anciennes régions indigènes, qui semblaient avoir été intégrées à la nation, avaient comme traits communs l'abandon de leur langue, de leurs vêtements traditionnels, ainsi qu'une participation moindre à l'organisation politico-religieuse traditionnelle — due surtout à la conversion de certaines couches de paysans au protestantisme.

Il faut tenir compte du fait que, dans la pratique, un des indicateurs les plus importants utilisés par les anthropologues dans la détermination du degré d'intégration était le taux d'unilinguisme en langue indienne présenté par une région ou une communauté. La notion de culture, couramment utilisée dans les descriptions ethnographiques pour définir la singularité de l'Indien, demeurait un concept inopérant à toute fin pratique.

---

<sup>22</sup> J'ai choisi cet événement, car je le considère représentatif du processus de fétichisation des personnalités ethniques.



Vers les années 50, l'indigénisme s'officialisa avec la création de l'*Instituto Nacional Indigenista* (INI), et on assista à un changement de stratégie dans le traitement du « problème indien ». La théorie de l'acculturation, d'inspiration fonctionnaliste, se substitua à celle de l'intégration, autant comme stratégie politique que comme concept dans le discours indigéniste. La théorie de l'acculturation préconise une approche intégrale dans la solution du problème indien, à travers la mise en fonction d'une série de programmes de développement communautaire. Un certain nombre de régions indiennes furent désignées et, dans chacune de ces régions, on installa un *Centro coordinador*. On y employa tout un éventail de techniciens en santé, éducation, agriculture, etc., qui avaient comme tâche le développement et l'intégration régionale afin de permettre aux membres des communautés rurales une participation adéquate au processus de modernisation du pays. L'induction du changement culturel à travers l'effacement des stéréotypes ethniques et l'encouragement à la formation d'une culture régionale non discriminatoire furent parmi les principaux buts de l'appareil indigéniste.

Les programmes du *Centro coordinador* favorisaient l'acculturation des régions indiennes, ce qui signifiait l'introduction des éléments de base de la culture industrielle dans la vie des communautés, toujours en essayant de conserver les aspects distinctifs (l'éthos) des cultures indiennes. Les critiques actuelles adressées à l'indigénisme nous permettent de constater que les *Centros coordinadores* ont servi à la manipulation politique des communautés<sup>23</sup>.

Au moment de la création de l'INI, l'éducation faisait partie du programme de développement communautaire mais, avec le temps, l'appareil éducatif avait tellement grandi que son administration s'avéra impossible. Comme les *promotores* de l'éducation avaient été engagés avec les fonds du Ministère de l'Éducation, ils y furent transférés pour donner naissance à un Département d'Éducation Bilingue.

Le projet d'une éducation bilingue comme moyen pour conserver les cultures indiennes a une longue histoire. Au XIX<sup>e</sup> siècle, quelques libéraux (Ramirez Puebla, Ignacio Ramires) avaient proposé l'utilisation des langues indiennes dans l'éducation primaire. Quelques positivistes avaient repris cette idée, mais ce ne sera qu'au moment de l'institutionnalisation de l'indigénisme que vont être jetées les bases pour instrumentaliser l'éducation bilingue.

Ces bases sont les suivantes : la formation d'un promoteur bilingue, de souche indigène, pour les tâches d'alphabétisation informelle; la construction d'édifices scolaires; et, plus tard, la mise en fonction d'un réseau d'auberges scolaires pour Indiens. La préparation de matériaux pédagogiques et le projet d'une méthodologie apte s'avèrent encore des vides à combler. La formulation des principes psycho-linguistiques fondant l'éducation

<sup>23</sup> A. Warman et al. (1970).

bilingue fut empruntée à la linguistique anthropologique nord-américaine, mais aucune recherche sur les usages linguistiques des groupes ethniques ne fut réalisée. Par contre, de nombreuses recherches portant sur l'analyse de la structure grammaticale des langues indiennes furent entreprises. C'est-à-dire que le conflit linguistique dans lequel se débattaient les groupes indiens ne fut aucunement pris en considération, et que les problèmes de codification des langues indiennes et de leur standardisation furent ignorés<sup>24</sup>. L'influence longtemps exercée par le *Summer Institute of Linguistics* (SIL) sur la formation des linguistes et sur les études des langues indigènes au Mexique a joué un rôle définitif dans la résolution de ce problème<sup>25</sup>.

Le programme d'éducation bilingue a une énorme densité symbolique puisque, politiquement, il est employé comme synonyme de respect pour le pluralisme ethnique du pays. En réalité, il n'y a pas de scolarisation bilingue, et les langues indiennes sont utilisées dans les salles de cours comme des « ponts » pour la castellanisation des élèves. Ceci n'est pas seulement un problème pédagogique, mais une des conséquences de la situation diglossique que vivent les groupes indigènes au Mexique.

L'inégalité hiérarchique des langues concurrentes dans une même société, c'est-à-dire la diglossie, a les caractéristiques suivantes : la langue du pouvoir, l'espagnol, est employée dans toutes les occasions formelles (assemblées syndicales, réunions *ejidales*, affaires légales, etc.). La présence d'une seule personne n'étant pas capable de parler la langue locale – le plus souvent un fonctionnaire – suffit pour faire qu'une réunion se déroule d'un bout à l'autre en espagnol, malgré le manque de maîtrise qu'en ont les Indiens. L'espagnol est un véritable véhicule du pouvoir.

Aucun document officiel ou public n'est rédigé dans une des langues autochtones, d'abord à cause des problèmes de codification de ces langues, qui ne possèdent pas de graphie commune à tous les usagers, mais surtout à cause du caractère invraisemblable qu'a une telle entreprise aux yeux des Indiens. On écrit donc en espagnol et non pas en dialecte ! Cette vision est tout à fait logique, puisque personne ne serait capable de lire ledit document, surtout pas les intéressés eux-mêmes, à cause de leur analphabétisme. Cependant, certaines organisations de gauche réalisant un travail politique chez les Indiens – notamment chez les Nahuas de Guerrero, Puebla et Veracruz – ont commencé à publier leurs dépliants politiques en nahuatl.

Le manque de prestige et l'absence d'une production littéraire confirment le scepticisme des usagers des langues autochtones. Le Ministère de

<sup>24</sup> La fragmentation dialectale de certaines langues (notamment le nahuatl) pose beaucoup de problèmes pour leur standardisation. Le bon fonctionnement de l'appareil scolaire semble exiger l'uniformisation des langues autochtones. Mais ceci est une fausse argumentation, puisque chaque dialecte peut être codifié et standardisé sans problèmes, mais la tendance vers l'homogénéisation immanente à l'appareil scolaire officiel semble prévaloir à cet égard. Voir E. Hamel et Munoz Cruz (1981) ainsi que Rockwell (1980: 35-39).

<sup>25</sup> M. Lagarde et D. Cazés (1980: 158-169).

l'Éducation, l'INI et même le SIL ont publié quelques recueils de récits indiens, mais le caractère « scientifique et ethnographique » de ces publications les rend à toute fin pratique inutiles.

Les langues indiennes ne peuvent avoir accès aux plus importants moyens de communication — radio et télévision — puisque constitutionnellement la seule langue devant être utilisée par les média est l'espagnol. Sporadiquement, quelques postes de radio marginaux réalisent des émissions en langues locales. Paradoxalement, la plupart de ces postes de radio sont patronnés par des organisations religieuses intéressées à augmenter le nombre de leurs fidèles.

Les langues autochtones sont utilisées presque exclusivement à l'intérieur des limites géographiques de la communauté : on parle en nahuatl à la maison, au marché, à la *milpa*, dans l'autobus, mais seulement aux autres Indiens, pas aux citoyens. Il n'est donc pas accidentel que l'identification ethnique gravite autour de la loyauté linguistique<sup>26</sup> : on est totonaque si l'on parle le totonaque. Les *ladinos* parlent espagnol et ont honte de parler nahuatl, totonaque, ou toute autre langue. Aussi, il est évident qu'au moment où le pouvoir introduit des changements majeurs dans la propriété du sol, ce qui aura comme effet de transformer le territoire indien, l'identification ethnique sera profondément bousculée. Les entités sur lesquelles se fonde l'identification ethnique sont, en premier lieu, la famille élargie, le voisinage — souvent structuré par des liens de parenté —, le village et, comme cellule majeure, la municipalité. C'est dans les limites de ces entités que se sont figées les langues autochtones.

## ▣ En guise de conclusion

La profonde fracturation dialectale subie par les langues indiennes pendant la période coloniale, et qui trouve ses origines dans l'isolement et l'incommunicabilité promus par la politique de ségrégation espagnole, a déterminé les modalités de la solidarité ethnique<sup>27</sup>. Les Nahuas de Puebla ne reconnaissent guère leurs similitudes ethniques avec les Nahuas de Veracruz, et vice-versa. La base de ce « bannissement » est la différence dialectale : « On ne se comprend pas ».

<sup>26</sup> Ceci est essentiel pour la survivance des langues indiennes. Mais la loyauté linguistique est différentielle. Par exemple, sur 64 professeurs bilingues interviewés lors de mon terrain à la Sierra de Zongolica, 82 % avouèrent qu'ils n'enseignaient plus le nahuatl à leurs enfants; ils utilisaient plutôt l'espagnol. Lorsque interrogé sur les raisons de ce manque de loyauté envers sa langue maternelle, un professeur répondait : « Il est tout à fait naturel d'apprendre l'espagnol à nos enfants; ils vont aller étudier en ville, et là, le nahuatl ne sert à rien. Là-bas, il faut apprendre l'anglais ». ... Évidemment, les professeurs bilingues sont les seuls à pouvoir profiter de leur bilinguisme. Sur le marché linguistique national, le nahuatl est un objet archéologique.

<sup>27</sup> Quelques organisations ethniques ont vu le jour, entre autres l'*Alianza Nacional de Profesionales Indígenas*, le *Consejo Nacional de Pueblos Indígenas* ou bien encore la *Coordinadora del Plan de Ayala*, organisation paysanne regroupant quelques communautés indiennes en lutte pour leurs terres. Malgré les nombreux conflits entre les communautés indiennes et les riches éleveurs et planteurs qui détiennent le pouvoir local, on est loin d'avoir un mouvement organisé. Toutefois, les groupes indiens sont prêts pour la lutte. À ce sujet, consulter Bonfil Batalla (1981 : 371).

La mémoire historique de chaque groupe joue un rôle important. Dans les régions indigènes de l'État de Veracruz, le plupart des individus interviewés ont des connaissances historiques remontant jusqu'à la Révolution : « Quand on luttait contre les troupes de Carranza... ». La période coloniale est perçue comme une époque mythique où il y avait des esclaves, plein de personnages fantastiques qui faisaient bouger les montagnes, et où les apparitions de la Vierge étaient monnaie courante. Ce type d'histoire originelle et mythique sert à fonder l'identification ethnique du groupe et à déterminer la solidarité et l'identification possible avec les autres groupes d'Indiens.

Cette « faible » solidarité intergroupale est un facteur décisif dans la configuration de la diglossie au Mexique. Il n'y a pas *un* parler nahuatl subordonné à l'espagnol, mais *un ensemble* des dialectes du nahuatl, non solidaires entre eux, qui se subordonnent à la langue au pouvoir. Le reste des langues indiennes vit une situation semblable. La solidarité fragmentaire fondée sur les différences dialectales a joué un rôle capital dans la manipulation politique des indigènes. Par exemple, la reconnaissance constitutionnelle de leurs langues, seul moyen effectif pour leur conservation fonctionnelle, n'est guère revendiquée. L'État, par l'entremise de ses fonctionnaires, a proposé l'éducation bilingue comme le moyen le plus approprié pour la conservation des langues subordonnées et pour l'expansion et la stabilisation du bilinguisme. Mais quand on sait que, dans la plupart des cas, le bilinguisme est très instable parce que subordonné et sans aucun prestige pouvant garantir un usage réel, le seul bilinguisme qui se répandra et se stabilisera est celui des enseignants bilingues<sup>28</sup>.

Il est très significatif qu'au moment où l'école est prise comme panacée pour la résolution des conflits linguistiques et extra-linguistiques, le pouvoir de nomination des langues indiennes soit presque nul, que les écoles bilingues portent le nom d'un héros national – *Centro de Castellanisación Francisco I. Madero* – et que les villages changent leur nom pour en adopter un autre en espagnol – *Ejido Loma Bonita*. Cette perte de pouvoir des langues indiennes, ainsi que leur absence du marché linguistique national – où l'anglais et l'espagnol, en tant que langues de pouvoir, emportent tout le profit – les mettent dans une position très peu avantageuse.

Lors d'une entrevue réalisée dernièrement dans la Sierra de Zongolica (État de Veracruz), l'*Agente Municipal* du village me disait : « Quand on parle anglais on est bilingue, mais quand on parle nahuatl on est Indien... ». La dévalorisation des pratiques langagières indiennes n'est pas le produit d'un complexe d'infériorité quelconque, mais le résultat d'une oppression

<sup>28</sup> Les enseignants bilingues affichent une indécision frappante à l'égard du statut officiel des langues indiennes. Syndicalement, les groupes les plus contestataires s'opposent à se faire appeler *maestros bilingues* puisque ceci restreindrait leur mobilité spatiale (surtout vers les centres urbains). La *Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación*, organisation syndicale regroupant les professeurs bilingues les plus politisés, considère que l'acceptation d'une catégorie spéciale de professeurs, comme c'est le cas des *maestros bilingues*, constitue une façon d'accepter la division bureaucratique du travail que l'État veut imposer pour mieux contrôler le mouvement démocratique des enseignants.

promue par le mode d'accumulation du capitalisme mexicain, qui a besoin de la subordination de la main-d'œuvre indigène pour sa reproduction.

La diglossie autour de laquelle se structurent les occasions de parole des Indiens (le bilinguisme) est une division du travail linguistique qui limite l'usage des langues concurrentes à un ensemble de domaines bien défini (langue A / langue B). Comme notre analyse l'a démontré, la situation diglossique découle d'une imposition politique et économique débutant avec la colonisation et se perpétuant jusqu'à nos jours.

L'État a systématiquement essayé de maintenir cette situation, en mettant sur pied des institutions complètement hors du contrôle de la communauté. Cet état des choses semble être très instable, surtout si l'on tient compte de l'effervescence politique des groupes indiens et des problèmes de légitimation que traverse l'État mexicain.

## BIBLIOGRAPHIE

AGUIRRE BELTRAN G.

- 1949 *La Poblacion Negra de México*. México: Ed. Cultura.  
 1973 *Teoria y Practica de la Educacion Indigena*. México: Éd. S.E.P. Coll. Sep-setentas.  
 1976 « Los Simbolos Etnicos de la Identidad Nacional », in *Obra Polémica*, México: Éd. S.E.P. Coll. Sep-Inah.  
 1982 *Las lenguas vernaculas : su uso y desuso, la experiencia de México*. 3 tomos. Cuadernos de la Casa Chata No 66, México: Ed. CIESAS.

BEAUCAGE P.

- 1981 « Pratiques politiques et définition de l'« Indien » : les précurseurs de l'indigénisme mexicain », *Recherches Amérindiennes au Québec*, XI (1): 23-30.

BONFIL BATALLA G.

- 1981 *Utopia y Revolucion. El pensamiento politico contemporanea de los indios en America Latina*. México: Ed. Nueva Imagen. Serie Interétnica.

BOURDIEU P.

- 1981 *Ce que parler veut dire*. Paris: Fayard.

BRAVO AHUJA G.

- 1976 *Los materiales para la ensenanza del espanol a los indigenas mexicanos*. México: Éd. S.E.P. Coll. Sep-setentas.

BRICE HEATH S.

- 1973 *La Politica del Lenguaje en México*. México: Ed. INI.

FERRE D'AMARE R. et F. Baez-Jorge

- 1978 « Linamientos para la reorientacion de la Educacion Bilingue y Bicultural en Mexico », *America Indigena*, XXXVIII (3): 675-681. México.

FLORESCANO E.

- 1980 « La formacion de los trabajadores en la época colonial 1521-1750 », in Pablo Gonzales Casanova, (Coord.). *La clase obrera en la Historia de México*. México: Ed. SXXI.

- HAMMEL E.R., et H. Munoz Cruz  
 1983 « Le conflit linguistique dans la vallée de Mezquital », *Langage et Société* No 23, CNRS.
- HEWIT DE ALCANTARA C.  
 1981 *Boundaries and Paradigms : The Anthropological Study of the Rural Life in Post-revolutionary Mexico*, Leiden Development Studies No 4.
- ISRAEL J.I.  
 1980 *Razas, Clases Sociales y Vida Política en el México Colonial 1610-1670*. México: Ed. F.C.E.
- LAFONT R.  
 1978 *Langue et Travail*. Paris: Flammarion.  
 1981 « La diglossie comme conflit : l'exemple occitan », *Langage* XV, No 61.
- LAGARDE M., et D. Cazes  
 1980 « La Política del Lenguaje y la Linguística aplicada : Del Segmento Fonético al Ejercito »: 159-169, in *Indigenismo y Linguística. Documentos del foro « La Política del Lenguaje en México »*. México: Ed. UNAM.
- LOPE BLANCH J.  
 1975 « La Lengua Española. Variedades dialectales del español mexicano e influencia de las lenguas amerindias en el español de México », in Evangelina Arana de Swadesh (Coord.), *Las Lenguas de México*, tomo II. México: Ed. INAH.
- MARCELLESI J.P.  
 1981 « Bilinguisme et Diglossie » *Langages* XV, No 61.
- MIRANDA J.  
 1972 *Vida de la Colonia y Albores de la Independencia*. México: Éd. S.E.P. Coll. Sep-setentas.
- NAHMAD S.  
 1980 « La Educación Bilingüe y Bicultural para las Regiones Interculturales de México », in *Indigenismo y Linguística. Documentos del foro « La Política del Lenguaje en México »*. México: Ed. UNAM.
- ROBLES C., et R. Bruce  
 1975 « Transculturación Linguística », in Evangelina Arana de Swadesh (Coord.), *Las Lenguas de México*, Tomo II. México: Ed. INAH.
- ROCKWELL E.  
 1980 « Comentarios sobre la Política de Lenguaje en México », in *Indigenismo y Linguística. Documento del foro « La Política del Lenguaje en México »*. México: Ed. UNAM.
- WARMAN A. et al.  
 1970 *De eso que llaman antropología mexicana*. México: Ed. Nuestro Tiempo.